

# ACTION CONGRES ACADEMIQUE DU SNES BORDEAUX BOMBANNES 3

## 12 ET 13 MARS 2009

Le 19 mars, nous sommes appelés à la grève dans tout le pays et dans tous les secteurs. L'enjeu est considérable pour le mouvement social dans un contexte de crise sans pareil.

Effectivement, au-delà des conséquences désastreuses sur l'emploi, les rémunérations et les conditions de vie, c'est bien la politique néo-libérale qu'il faut renverser pour reconstruire sur de nouvelles bases, le pacte social.

La grève du 29 janvier a montré, par sa puissance, la capacité des salariés à se mobiliser et à exiger des changements.

Pour la première fois, le pouvoir présidentiel, a été obligé d'écouter et de répondre aux revendications portées mais de manière insuffisante pour l'heure.

Malgré le mépris affiché par le Gouvernement, les guadeloupéens ont su mener une grève unitaire qui a engrangé des premières victoires.

Leur exemple s'étend aux Antilles, à la Réunion et montre une possible voie à suivre. Dans le même temps, les étudiants et enseignants chercheurs ont engagé aussi un bras de fer avec le Gouvernement.

Ce qui pose à nouveau la question de la stratégie syndicale, celle de l'unité, celle des moyens d'action.

Même si elle doit désormais être accompagnée d'autres moyens de lutte permanents pour enrayer les processus de destruction des emplois, des conditions de travail, de la représentation syndicale des personnels et renverser la logique néo-libérale en cours ; la grève reste et restera un point d'orgue incontournable.

Dans le second degré, qui fait l'objet d'attaques qui se sont amplifiées depuis 2003, la dégradation est désormais bien visible dans les collèges et les lycées.

- Perte de 545 emplois dans les établissements de notre académie
- Fermeture d'un poste sur deux de retraite soit l'équivalent de 300 emplois à la rentrée 2009.
- Suppression de 183 postes de TZR (12 % du potentiel de remplacement)
- Explosion du nombre d'élèves pas classe, des heures supplémentaires, de la précarité
- Remise en cause du paritarisme avec la décision unilatérale du Ministère de donner l'affectation des collègues avant la tenue des commissions paritaires (FPMA)
- Volonté de casser le syndicat majoritaire que nous sommes pour « manager » et individualiser les personnels dans leur carrière
- Casse du service public via la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) en fermant des bureaux comme ceux du service des bourses pour les regrouper loin des usagers dans un pôle unique régional.

Face à cette politique, les personnels ont déjà dit avec force leur désaccord lors de la manifestation nationale du 18 octobre, les grèves du 20 novembre et 29 janvier.

Le 19 mars doit être un moment très fort et ne pas rester sans suite dans notre secteur.

Les emplois doivent être conservés

La politique de gestion des personnels doit être changée

Le métier doit être revalorisé ainsi que les salaires

Un collectif budgétaire doit être obtenu.

Au lendemain du 19 mars, le SNES proposera un plan d'action et consultera les personnels.

Des propositions doivent être faites comme

- L'organisation du refus collectif des heures supplémentaires pour imposer dès maintenant la restitution des heures poste.
- Le boycott de tout travail non rémunéré au delà des heures de service réglementaires
- La démission en bloc des commissaires paritaires du SNES à l'échelle nationale avec une politique de communication forte de telle sorte que de nouvelles élections paritaires soient programmées comme l'exigent les textes.
- La mobilisation dans les universités et les IUFM dure et s'amplifie. Comme les autres syndicats de la FSU: SNEP, SNESUP, SNUIPP, nous devons nous impliquer pleinement dans la coordination FDE pour obtenir le retrait de la réforme Darcos et l'ouverture de véritables négociations sur l'avenir de la formation des enseignants et participer aux initiatives en cours.
- L'organisation de grèves par académie pour tenir dans le temps avec des moments nationaux prévus jusqu'en juin.

Le SNES doit engager une grande campagne médiatique pour s'allier l'opinion publique.

C'est notre responsabilité collective qui est en jeu, nous ne devons pas nous sous estimer et assumer notre syndicalisme de lutte pour transformer durablement le service public d'éducation dans le second degré.